

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le 25 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONYX EST

1, rue Henriette Gall Grimm
Bâtiment O'rigin
54000 Nancy

Références : n° D3 i 2023-163
Code AIOT : 0005701422

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement ONYX EST implanté LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy. L'inspection a été annoncée le 09/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX EST
- LD LE GRAND MONTFORT 51490 Beine-Nauroy
- Code AIOT : 0005701422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ONYX EST est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation pour les activités de

- tri de déchets industriels
 - plateforme de valorisation du bois
 - installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND)
 - dépôts de matériaux inertes
 - plateforme de regroupement, déconditionnement et transfert de biodéchets
- Elle se situe sur la commune de Beine-Nauroy (51).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des échéances en cours
- action nationale sur la traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Radioactivité et qualité des eaux souterraines	Lettre du 19/05/2022	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Surveillance renforcée des eaux souterraines	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 9.2.3.1.3	/	Sans objet
3	Exercice incendie du 08/11/2022	Lettre du 13/01/2023	/	Sans objet
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1	/	Sans objet
5	Déchets amiantés	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 2.4	/	Sans objet
6	Obligation de tri du producteur de déchets	Code de l'environnement du 19/09/2021, article Article R. 541-48-3-IV	/	Sans objet
7	Obligation de tri du producteur de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R.541-48-4	/	Sans objet
8	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	/	Sans objet
9	Traçabilité des terres excavées	Code de l'environnement du 25/03/2021, article Article R.541-43-1- II	/	Sans objet
10	Casier des déchets amiantés	Arrêté Préfectoral du 29/01/2018	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'origine des variations à la hausse des paramètres chlorures, sodium, potassium, bore, nickel et de radioactivité sur le PZ2, les investigations et les rapports réalisés par l'exploitant depuis la dernière visite du 19 mai 2022 penchent vers une origine autre que la fuite de casier en post-exploitation (stock de sel et salage en hiver). L'exploitant continue de tenir l'inspection régulièrement informée de ses investigations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Radioactivité et qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Lettre du 19/05/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Explication des résultats des analyses du Pz2
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 19/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 29/01/2023
Prescription contrôlée : <p>Lettre de suite du 19/05/2022 :</p> <p>Sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none">• compléter le rapport annuel d'activité 2021 en faisant apparaître les graphiques d'évolution des concentrations des éléments sodium, chlorures, potassium et de la radioactivité au fil des années ;• fournir à l'inspection un plan d'actions qui permettra l'analyse de l'origine des variations des paramètres chlorures, sodium, potassium et de radioactivité sur le PZ2 ;• faire apparaître sur la cartographie des piézomètres l'emprise du site et le sens d'écoulement de la nappe sur cette même cartographie ;• vérifier l'intégrité physique du piézomètre PZ2 ; <p>Sous 7 mois, soit lors de la publication du rapport annuel d'activité 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'analyse de l'origine des variations à la hausse pour les paramètres chlorures, sodium, potassium et de radioactivité au niveau du piézomètre PZ2 et en fonction des résultats, un plan d'actions devra être proposé par l'exploitant.;• faire apparaître les graphiques d'évolution des concentrations des éléments sodium, chlorures, potassium et de la radioactivité au fil des années (comme c'est déjà le cas pour les chlorures) ;• faire apparaître sur la cartographie des piézomètres l'emprise du site et le sens d'écoulement de la nappe sur cette même cartographie ;
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la mise à jour du rapport de suivi environnemental de 2021 (ASPECT), comportant les éléments demandés ;- le contrôle de l'intégrité physique du Pz2 (SATER, 11/07/2022). Aucune observation particulière n'est constatée. L'intégrité du Pz2 est donc considérée comme effective.- l'interprétation de la radioactivité mesurée dans les eaux souterraines (ACOSOL, 05/07/2022). Cette étude conclue que les différences constatées dans les analyses de la radioactivité proviendraient de la méthode de prélèvement qui n'était pas la même entre les campagnes de prélèvements (différence de radioactivité dans les eaux profondes). L'exploitant devra veiller à ce que les résultats soient comparables pour les prochaines campagnes. L'exploitant a précisé que la prochaine campagne d'analyse de la radioactivité est prévue pour le 2e trimestre 2023.- l'examen de la qualité des eaux souterraines du PZ2 (ACOSOL, 03/02/2023). Cette étude conclue à une dégradation des eaux souterraines au niveau du piézomètre PZ2 en chlorures, sodium, potassium, bore et nickel (et ammonium dans une moindre mesure). Deux hypothèses ont été identifiées :<ul style="list-style-type: none">° l'origine « salage » par le lessivage des voiries ;° l'origine « lixiviats » par infiltration des lixiviats en fond de stockage. <p>Les éléments de l'étude ne permettent pas de départager ces deux hypothèses sur l'origine de la dégradation des eaux du Pz2. L'étude précise que « Le piézomètre Pz2 se situant en aval hydraulique immédiat de l'ancien site de stockage, la possibilité d'une pollution par infiltration de lixiviats au travers du fond de stockage est une origine potentielle à vérifier. »</p> <p>L'inspection considère donc que l'exploitant a effectué les recherches demandées sur l'origine des variations mais les résultats mettent en évidence un risque potentiel de dégradation de la nappe.</p>
Observations :

<p>Le réseau de piézomètre est constitué ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - amont du site (points témoins) : Pz0 et Pz3 - centre du site : Pz1ter et Pz7 - aval immédiat : Pz2, puis Pz4bins et Pz5 - aval lointain : P6
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance renforcée des eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/09/2016, article 9.2.3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'actions et surveillance renforcée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant, en informe sans délai le préfet et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.</p> <p>Lorsque la cause de l'anomalie est supprimée, le plan de surveillance renforcé peut être arrêté.</p> <p>A défaut, le préfet peut prescrire une actualisation de l'étude hydrogéologique du site et la définition de mesures de confinement du site ou de traitement des eaux souterraines.</p> <p>Constats :</p> <p>Au vue des résultats de l'examen de la qualité des eaux souterraines du piézomètre PZ2 (ACOSOL, 03/02/2023), l'inspection considère que l'évolution défavorable des paramètres suivants est confirmée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chlorures - sodium - potassium - bore - nickel - azote ammoniacal <p>L'étude conclue que "Le piézomètre Pz2 se situant en aval hydraulique immédiat de l'ancien site de stockage, la possibilité d'une pollution par infiltration de lixiviats au travers du fond de stockage est une origine potentielle à vérifier."</p> <p>Depuis la visite d'inspection, l'exploitant a mis en œuvre différentes actions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyses approfondie et comparaison des deux origines potentielles de la dégradation, au regard d'éléments supplémentaires (courriel et rapport du 31/03/2023). Dans ce rapport argumenté, l'exploitant démontre que l'hypothèse d'une fuite de casier peut être écartée du fait de l'absence de variation de la DCO, des COT, des nitrates et des métaux lourds ; - mise en place d'un audit complet sur les méthodes de stockage des sels de déneigement (entreposage, intégrité des bacs ; - par courrier du 17 avril 2023, l'exploitant informe l'inspection qu'il est en train de mettre en place un renforcement de la surveillance des piézomètres PZ3 et PZ2 (à détailler) : analyse mensuelle, élargissement de la grille d'analyse et comparaison des quantités de lixiviats relevés <p>Observations : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre régulièrement les différents résultats des actions mises en œuvre.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Référence réglementaire : Lettre de suite préfectorale du 13/01/2023
Thème(s) : Risques accidentels, Actions correctives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Cet exercice incendie a mis en évidence des faits qui nécessitent des actions correctives. Aussi, je vous demande de mettre en place les actions correctives suivantes sous les délais définis : Sous 3 mois (soit à la date du 13/04/2023) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Redéfinir des seuils pertinents de détection incendie des caméras thermiques afin de déclencher l'alerte plus rapidement en cas de départ de feu (abaissement des seuils actuels) ; - Rendre le chemin d'accès à la réserve incendie praticable en permanence ; - Équiper le tuyau de raccordement d'une vanne en amont et en aval afin de permettre aux équipes du SDIS de se mettre en place plus rapidement ; - Mettre en place un raccord à la colonne sèche résistant à la pression lors de son utilisation ; - Effectuer un contrôle des crépines de la réserve incendie afin de constater leur état et de procéder à un curage du bassin, le cas échéant ; - Mettre à jour les plans d'intervention.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a apporté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il a abaissé les seuils de détection de la thermométrie avec son prestataire ; - il est en cours de réalisation des travaux de stabilisation du chemin d'accès à la réserve incendie pour le rendre praticable en permanence ; - il a équipé le tuyau de raccordement d'une vanne en amont et en aval afin de permettre aux équipes du SDIS de se mettre en place plus rapidement ; - il a mis en place un raccord à la colonne sèche résistant à la pression lors de son utilisation et a transmis à l'inspection un rapport conforme de test de pression à 15 bar ; - il a effectué un contrôle des crépines de la réserve incendie afin de constater leur état et d'engager un nettoyage. <p>Par sondage, l'inspection constate que l'exploitant met en œuvre les actions corrective. Un bilan sera fait à la fin du délai fixé par la lettre de suite préfectorale du 13/01/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets – registre chronologique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes:</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la dénomination usuelle du déchet; – le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement; – s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; – le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée; – le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique; – la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; – l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; – la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement; – la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> – le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection son registre annuel des déchets entrant de 2023, par courriel du 21/02/2023. L'inspection a constaté qu'il contient les différentes informations demandées par la réglementation.</p> <p>Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.</p>
<p>Observations :</p> <p>La dénomination d'un producteur de déchets n'était pas explicite dans le registre de l'exploitant : « client fictif vidage BOM DI ». L'exploitant a précisé que cela correspond à une benne d'ordure ménagère multi-client. L'inspection a demandé à l'exploitant de trouver une dénomination plus adapté et explicite. L'exploitant s'est engagé en ce sens.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déchets amiantés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des déchets amiantés
Prescription contrôlée : Pour les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, l'exploitant indique dans le registre des admissions, en plus des éléments indiqués à l'article 8.1.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter : <ul style="list-style-type: none"> - le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets d'amiante ; - le nom et l'adresse de l'expéditeur initial, et le cas échéant son numéro SIRET ; - le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ; - l'identification du casier dans lequel les déchets ont été entreposés.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le registre des admissions des déchets amiantés contenant les informations demandées par la réglementation. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Observations : L'exploitant a présenté à l'inspection sa procédure d'acceptation des déchets amiantés notamment ce qui concerne la vérification du Certificat Préalable d'Admission (CAP) et la vérification du conditionnement par le chauffeur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Obligation de tri du producteur de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article Article R. 541-48-3-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel de caractérisation
Prescription contrôlée : IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants. Cette procédure comporte notamment : 1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;
Constats : Par courriel du 21/02/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection 62 rapports de caractérisation des déchets, valides jusqu'au 31/12/2023, sur un total de 169 producteurs de déchets. L'inspection rappelle à l'exploitant que la période d'expérimentation (et donc de tolérance) concernant la mise en place des rapports de caractérisation est prolongée jusqu'au 31/08/2023 pour les centres d'élimination. Par sondage, l'inspection ne constate pas d'écart à la prescription contrôlée.
Observations : L'exploitant dispose d'un moyen de classement permettant de faire le lien entre les producteurs de déchets et les rapports de caractérisation. Il dispose également d'un système de relance automatique vers les producteurs de déchets pour les documents de type : Fiche d'Identification Préalable à l'Admission (FIPA), attestation sur l'honneur du tri, rapports de caractérisation, etc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Obligation de tri du producteur de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R.541-48-4
Thème(s) : Risques chroniques, Attestation sur l'honneur
Prescription contrôlée : I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2. A cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant : 1° La liste de leurs obligations de tri ; 2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.
Constats : Par courriel du 21/02/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection 89 attestations sur l'honneur, valides jusqu'au 31/12/2023, sur un total de 169 producteurs de déchets. L'inspection rappelle à l'exploitant que la période d'expérimentation (et donc de tolérance) concernant la mise en place des attestations sur l'honneur est prolongée jusqu'au 31/08/2023 pour les centres d'élimination. Par sondage, l'inspection ne constate pas d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets dangereux – utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'inspection a constaté que l'exploitant possède bien un compte dans Track-Déchets. L'inspection a constaté la présence des Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) dans Track-Déchets. Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Traçabilité des terres excavées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2021, article Article R.541-43-1- II
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets – Registre National électronique RNDTS
Prescription contrôlée : Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement
Constats : L'exploitant est inscrit au registre national électronique (RNDTS) depuis mi-janvier 2023. L'inspection rappelle à l'exploitant les échéances suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Registres tenus en 2022 : régularisation de la transmission le 30/06/23 au plus tard (tolérance)- Registres tenus en 2023 : régularisation de la transmission le 01/05/23 au plus tard- A compter du 24/04/2023 transmission au plus tard 7 jours après la production du déchet Par sondage, l'inspection n'a pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Casier des déchets amiantés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2018
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation du casier
Prescription contrôlée : I. Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, sont recouvert avant toute opération de régalage à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieur à 20 centimètres.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le stockage de déchets amianté présentait quelques zones non recouvertes de matériaux ou déchets inertes. Le jour même, l'exploitant a apporté la preuve de la résorption de cet écart.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet